

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57036 Metz cedex 01  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 25 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ArcelorMittal France - Crassier de Marspich**

17 avenue des Tilleuls  
57190 Florange

Références : HAYANGE\_AMF\_CRASSIER\_2024-03-22\_RAPVI\_SDM\_26174  
Code AIOT : 0006201497

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 mars 2024 dans l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 23 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des installations classées et a porté sur le contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-277 du 28 novembre 2016 mettant en demeure la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine (devenue ArcelorMittal France) de respecter certaines prescriptions de ses arrêtés préfectoraux pour son site du crassier de Marspich à Hayange, Serémange-Erzange et Florange et en particulier celles concernant la collecte et le traitement des eaux de ruissellement (articles 5.1.1 de l'arrêté n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007 modifié et 3.3 de l'arrêté n°2016-DLP/BUPE-124 du 20 mai 2016).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ArcelorMittal France - Crassier de Marspich
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'arrêté Préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007 modifié autorise la société Arcelor Atlantique et Lorraine, devenue ArcelorMittal France, à exploiter sur le territoire des communes de Serémange-Erzange, Florange, Hayange et Terville les installations de stockage de déchets

industriels, de coke et de soufre.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-124 du 20 mai 2016 modifié fixant des prescriptions complémentaires pour l'ensemble des unités exploitées par la société ArcelorMittal France sur les communes de Hayange, Serémange-Erzange et Florange et en particulier celles relatives à la collecte des eaux pluviales.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 3.3	Levée de mise en demeure
2	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 5.1.1 modifié	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection ont permis de statuer sur le retour à la conformité en matière de collecte et de traitement des eaux de ruissellement et conduisent à proposer la levée de la mise en demeure

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau de collecte de eaux pluviales est aménagé et raccordé à la station de traitement des effluents industriels ou pourvu d'un débourbeur déshuileur. Les eaux collectées sont traitées et recyclées autant que de besoin. L'éventuel rejet s'effectue après contrôle de sa qualité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société ArcelorMittal France a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 28 novembre 2016, de collecter les eaux de ruissellement de son site du crassier de Marspich suite à l'identification de rejets en provenance de celui-ci, à l'extérieur du site.</p> <p>Par courrier du 4 novembre 2021, l'exploitant a porté à connaissance son projet de modification de la gestion des eaux de la zone co-produits de Marspich permettant de répondre à cette obligation de collecte (et donc de supprimer le by-pass existant) et de traitement. Par courrier du 31 décembre 2021, le préfet a autorisé la mise en place des nouvelles modalités de gestion des eaux présentées dans le dossier de l'exploitant.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a pu constater la mise en place des réseaux et installations permettant de collecter puis de diriger les eaux de ruissellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit vers la station du Mésin ;</li> <li>- soit vers la lagune de la cokerie,</li> </ul> <p>permettant toutes deux de réaliser un traitement des matières en suspension.</p> <p>A ce jour et dans l'attente de la réparation du clarificateur de la cokerie permettant d'affiner le traitement des eaux, la station du Mésin ainsi que le bassin tampon de 120 m<sup>3</sup> situé en amont de celle-ci restent en fonctionnement. La mise en place définitive des nouvelles modalités de gestion des eaux impliquant l'arrêt de la station du Mésin est prévue pour fin avril 2024.</p> <p>Les rejets en sortie de ces deux installations font l'objet d'une surveillance du débit et des matières en suspension (via un échantillonneur automatique).</p> <p>Sur la base des constats ci-dessus, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Surveillance des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, articles 5.1.1.1, 5.1.1.2, 5.1.1.3 et 5.1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et traitement des écoulements
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 5.1.1.1 Station du Mésin (collecte et traitement des écoulements)</b> L'ensemble des écoulements périphériques du crassier sont collectés et dirigés vers une station de traitement. Tout rejet d'effluents, directement ou indirectement, dans les sols et les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluent au milieu naturel sans contrôle préalable est interdit. Un bassin tampon, destiné à stocker une partie des eaux avant traitement, notamment en cas de fortes précipitations, d'une capacité minimale de 120 m <sup>3</sup> , est relié à la station.  <b>Article 5.1.1.2 Valeur limite d'émission</b> La concentration en MeS dans l'eau rejetée après traitement est inférieure ou égale à 150 mg/l.  <b>Article 5.1.1.3 Autosurveillance</b> Une autosurveillance hebdomadaire sur le débit et les MeS est effectuée. Les résultats sont transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, de préférence à l'aide de l'outil de déclaration et de saisie mis à disposition par la DREAL et l'Agence de l'Eau.  <b>Article 5.1.1.4 Rejet</b> Après traitement, le rejet est dirigé vers la Fensch via les égouts de la cokerie de Serémange-Erzange.
<b>Constats :</b>  Suite aux travaux effectués dans le cadre du projet du porter à connaissance relatif à la modification des modalités de gestion des eaux de la zone de co-produits du crassier, les écoulements sont désormais tous collectés et dirigés : - soit vers la station du Mésin, - soit vers la lagune de la cokerie. pour traitement des MES.  Le bassin tampon de 120 m <sup>3</sup> est bien présent en amont de la station du Mésin. Le rejet direct au milieu naturel effectué par le trop plein du bassin tampon a été supprimé lors des travaux de modification de la gestion des eaux de ruissellement.  Une mesure de débit et de concentration en matières en suspension est bien réalisée en sortie de ces deux stations de traitement, avant rejet à la Fensch, via les égouts de la cokerie.  Les résultats de ces mesures sont déclarés via l'application GIDAF et montrent le respect de la valeur limite fixée en sortie de ces deux installations (il est à noter que ces mesures sont réalisées en sortie de la lagune de la cokerie depuis le 20 février 2024).  Sur la base des constats ci-dessus, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure